

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SCM/Q2/BRA/12

3 août 2004

(04-3310)

Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: anglais

SUBVENTIONS

Réponses aux questions posées par les ÉTATS-UNIS¹ concernant les nouvelles notifications complètes du BRÉSIL²

La notification ci-après, datée du 23 juillet 2004, est distribuée à la demande de la Mission permanente du Brésil.

Le gouvernement brésilien formule les observations ci-après à propos des questions écrites distribuées par le gouvernement des États-Unis au sujet de la notification faite par le Brésil au Comité des subventions et des mesures compensatoires.

I. QUESTIONS GÉNÉRALES

1. Le Brésil pourrait-il préciser si les programmes suivants continuent d'exister:

- Programme d'amélioration et de gestion des pâturages (PROPASTO)
- SOLO/WAREHOUSE
- MODERFROTA
- Association brésilienne des industries exportatrices de viande (ABIEC)?

Dans l'affirmative, veuillez expliquer pourquoi ces programmes ne sont pas soumis à l'obligation de notification au titre de l'article 25 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (Accord SMC). S'ils sont soumis à cette obligation, veuillez fournir les renseignements requis conformément à l'article 25.

Réponse

Le programme PROPASTO (Programa Nacional de Recuperação de Pastagens Degradadas) a été absorbé en août 2003 par MODERAGRO (Programa de Modernização da Agricultura e Conservação de Recursos Naturais).

Il n'existe pas de programme "Warehouse". Le programme d'entreposage existant s'appelle MODERINFRA (Programa de Incentivo à Irrigação e à Armazenagem).

¹ G/SCM/Q2/BRA/11.

² G/SCM/N/71/BRA-G/SCM/N/95/BRA.

Les programmes actuellement en cours, MODERFROTA (Programa de Modernização da Frota de Tratores Agrícolas e Implementos Associados e Colheitadeiras) et PROSOLO (Programa de Incentivo ao Uso de Corretivos de Solos), ont été entrepris en 2002.

Tous ces programmes sont non spécifiques et ne sont donc pas soumis à notification en vertu de l'article 25 de l'Accord SMC.

L'association brésilienne des industries transformatrices et exportatrices de viande bovine (ABIEC) est une association privée et ne reçoit aucun appui du gouvernement brésilien.

2. Nous croyons comprendre que la Banque nationale de développement économique et social du Brésil (BNDES) accorde un financement à l'exportation pour soutenir la production et la commercialisation des produits dans le cadre du programme BNDES-Exim et que ce programme prévoit trois types de financement: un financement avant expédition, un financement spécial avant expédition et un financement après expédition. Il semble s'agir d'un programme spécifique car le droit de bénéficier du financement est subordonné aux résultats à l'exportation. Ce programme semble également conférer un avantage dans la mesure où les taux d'intérêt des prêts consentis sont inférieurs à ceux des prêts commerciaux comparables.

Pouvez-vous nous dire si la description ci-dessus du programme Exim de la BNDES est exacte?

Veuillez expliquer pourquoi ce programme n'est pas soumis à l'obligation de notification au titre de l'article 25 de l'Accord SMC. S'il est soumis à cette obligation, veuillez fournir les renseignements requis conformément à l'article 25.

Réponse

La description générale des programmes est exacte. Le programme Exim de la BNDES fournit un financement pour la production et la commercialisation de produits destinés à l'exportation au moyen de trois mécanismes: un financement avant expédition, un financement spécial avant expédition et un financement après expédition.

Le programme Exim de la BNDES n'est pas spécifique au sens de l'article 2 de l'Accord SMC, dans la mesure où il est offert à toutes les sociétés exportatrices, qu'elles aient ou non une expérience antérieure en matière d'exportation. La liste des marchandises pouvant bénéficier de ce programme couvre 80 pour cent des marchandises exportées par le Brésil.

De plus, le programme Exim de la BNDES ne confère pas d'avantage, au sens de l'article premier de l'Accord SMC, dans la mesure où les taux d'intérêt ne sont pas inférieurs à ceux du marché international.

3. En ce qui concerne le programme FINAME, les États-Unis croient comprendre ce qui suit. Il est administré par la BNDES et des banques mandataires dans l'ensemble du Brésil; il a été établi en 1966 par le Décret n° 59.170 du 2 septembre 1966 et le Décret-loi n° 45 du 18 novembre 1966. Les prêts consentis dans le cadre du programme servent à financer l'acquisition ou la location de nouvelles machines et de nouveau matériel par les entreprises établies au Brésil. Bien que ce financement soit disponible à la fois pour les machines fabriquées au Brésil et pour les machines d'origine étrangère, il est généralement accordé pour les machines et le matériel nouveaux fabriqués au Brésil et il ne peut être obtenu pour des machines étrangères que si l'on ne peut pas se procurer des machines de fabrication nationale.

Veillez expliquer pourquoi le programme FINAME n'a pas été notifié au titre de l'article 25 de l'Accord SMC. Veillez également donner des renseignements sur les points suivants:

- **Veillez nous dire si la description ci-dessus du FINAME est exacte.**
- **Veillez préciser les conditions que les entreprises doivent remplir pour bénéficier d'une aide dans le cadre de l'"ancien" programme FINAME (avant 1997) et du "nouveau" (depuis 1997). Veillez notamment indiquer les différences éventuelles entre les critères d'admissibilité prévus dans chacun des deux programmes.**
- **Le gouvernement brésilien a-t-il accordé de nouveaux prêts à des entreprises dans le cadre de l'ancien programme FINAME depuis le 1^{er} janvier 2000?**
- **Il semble que le financement accordé dans le cadre de l'ancien programme FINAME peut constituer une subvention au remplacement des importations, qui est prohibée en vertu de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires. Si ce programme a été supprimé, veuillez citer les lois ou les réglementations pertinentes.**

Réponse

Le programme FINAME a été établi en vertu du Décret n° 59.170 du 2 septembre 1966 et du Décret-loi n° 45 du 18 novembre 1966. Il vise à financer l'acquisition de machines et de matériel, fabriqués au Brésil ou importés.

Les sociétés exportatrices et non exportatrices ont toutes les deux accès au programme FINAME. Les taux d'intérêt consentis au titre du programme FINAME sont compatibles avec ceux du marché commercial international. Le programme FINAME n'a pas été notifié au titre de l'Accord SMC parce qu'il ne fournit aucune subvention spécifique.

4. En ce qui concerne le programme BNDESPAR, les États-Unis croient comprendre ce qui suit. La BNDES a établi ce programme en 1992 pour développer et promouvoir les marchés financiers brésiliens et pour encourager la vente à des investisseurs extérieurs des actifs financiers que la BNDES détient, sous forme d'obligations et d'actions convertibles (y compris les "monnaies de privatisation") dans les entreprises publiques dans le cadre du Programme national de privatisation (PNP). Dans le cadre du PNP, la BNDES a autorisé les agents financiers à acquérir et à revendre ces monnaies de privatisation entre eux ou à leurs clients, par versements échelonnés, au moyen des facilités de financement individuelles ou collectives qu'elle fournit. Les cinq principaux bénéficiaires des prêts approuvés (qui comprennent l'industrie sidérurgique) représentent plus de 80 pour cent des prêts consentis en 1995 dans le cadre du programme BNDESPAR. Ce programme semble être spécifique, car il est limité à un groupe d'entreprises ou de branches de production et il confère un avantage dans la mesure où les taux d'intérêt des prêts consentis sont inférieurs à ceux des prêts commerciaux comparables.

- **Veillez nous dire si la description ci-dessus du programme BNDESPAR est exacte.**
- **Veillez expliquer pourquoi ce programme n'a pas été notifié au titre de l'article 25 de l'Accord SMC. Si le programme est soumis à l'obligation de**

notification, veuillez fournir tous les renseignements pertinents requis conformément à l'article 25.

Réponse

Le programme BNDESPAR, créé en 1982, est un programme de placements en valeurs de portefeuille qui concerne les valeurs des sociétés dont la BNDES est actionnaire. Ces valeurs sont négociées librement sur le marché, sans aucune subvention.

À partir de 1991, après la Loi sur la privatisation, les obligations émises par le Trésor national ont pu également servir à payer les actions des sociétés visées par le "Programa Nacional de Desestatização" (Programme national de privatisation - PNP).

Les valeurs détenues par la BNDES ont été vendues à des agents financiers, qui ont pu les revendre à des investisseurs potentiels, exclusivement aux fins de l'achat de valeurs négociées sur le marché dans le cadre du PNP.

En 1995, les valeurs détenues par la BNDES ont servi à acheter des valeurs dans le cadre de sept opérations de privatisation. Aucune entreprise sidérurgique n'a été privatisée cette année-là. Le programme BNDESPAR n'a pas été notifié au titre de l'article 25 de l'Accord SMC, car il n'est pas spécifique et ne confère pas un avantage.

5. En ce qui concerne le programme Pro-Industria, les États-Unis croient comprendre ce qui suit. Le programme prévoit un report d'impôt; il est administré par la Banque de développement du Minas Gerais (BDMG); il a été créé par le gouvernement de l'État du Minas Gerais dans un double but: 1) augmenter la taxe sur les opérations relatives à la circulation des marchandises et sur les services de transport inter-États et interurbains et de communication (ICMS), qui est une taxe sur la valeur ajoutée; et 2) encourager toutes les branches de production de l'État du Minas Gerais à agrandir leurs installations de production. Les renseignements dont on dispose montrent que les industries automobile et sidérurgique ont bénéficié d'une part disproportionnée des reports d'impôt accordés dans le cadre de ce programme (les reports d'impôt dont elles ont bénéficié ensemble entre 1997 et 2000 représentent plus de 60 pour cent du total des reports d'impôt accordés). Ce programme semble être limité à un groupe de branches de production et il constitue une contribution financière car les pouvoirs publics ne perçoivent pas les recettes fiscales normalement exigibles. Comme le programme Pro-Industria accorde un report d'impôt d'un an, un avantage est conféré dans la mesure où les intérêts appropriés ne sont pas recouvrés.

- **Veuillez nous dire si la description ci-dessus du programme Pro-Industria est exacte.**
- **Veuillez nous expliquer pourquoi ce programme n'a pas été notifié au titre de l'article 25 de l'Accord SMC. Si le programme est soumis à l'obligation de notification, veuillez fournir tous les renseignements pertinents requis conformément à l'article 25.**

Réponse

Le programme Pro-Industria fonctionne depuis 1994. Il prévoit un report d'impôt pour les candidats remplissant une liste de conditions préalables. Il s'agit "*de jure*" d'un programme non spécifique, assorti de critères d'admissibilité clairement énoncés. En outre, ce programme a été

appliqué "*de facto*" en tant que programme générique, ce que peut démontrer une évaluation équilibrée des statistiques et du milieu économique auquel Pro-Industria s'applique.

La part respective des branches automobile et sidérurgie, ainsi que des autres branches, dans les activités totales de Pro-Industria a considérablement évolué au cours des ans.

À titre d'exemple, la part de la branche métallurgie (qui englobe non seulement la sidérurgie mais aussi la production de métaux non ferreux) est passée de 5,62 pour cent en 1997 à 19,32 pour cent en 2000. Celle de l'industrie automobile est tombée de 60,58 pour cent en 1997 (année coïncidant avec des plans d'expansion de cette branche) à 34,62 pour cent en 2003.

La situation est la même dans d'autres branches. Ainsi, la part de l'industrie textile est passée de 2,92 pour cent en 1997 à 18,15 pour cent en 2003.

Il convient de rappeler à ce propos qu'aux termes de l'alinéa c) de l'article 2.1 de l'Accord SMC, la disposition de l'Accord concernant la spécificité "*de facto*" stipule que "... Dans l'application du présent alinéa, il sera tenu compte de l'importance de la diversification des activités économiques dans la juridiction de l'autorité qui accorde la subvention, ainsi que de la période pendant laquelle le programme de subvention a été appliqué".

Compte tenu de ce qui précède, à savoir compte tenu du fait que le programme Pro-Industria est "*de jure*" et "*de facto*" une subvention générique, le Brésil n'est nullement tenu de le notifier au Comité des subventions et des mesures compensatoires.

6. En ce qui concerne le Programme de financement des exportations, les États-Unis croient comprendre ce qui suit. Le programme PROEX, qui succède au FINEX, est administré par la Banque du Brésil. Le financement prévu dans le cadre de ce programme est offert uniquement aux entreprises brésiliennes exportatrices. Les fonds sont alloués par le biais: 1) du mécanisme de financement au titre du PROEX, qui assure le financement direct des exportations des entreprises et 2) du mécanisme de péréquation au titre du PROEX, qui rembourse aux exportateurs brésiliens une partie des frais d'intérêt. Dans le cadre du mécanisme de péréquation, les exportateurs escomptent leurs créances auprès d'un prêteur privé. Une fois que la banque privée a recouvré les sommes dues par les clients, le gouvernement brésilien verse à celle-ci la différence entre les frais de financement acquittés par l'exportateur et ceux qui auraient été perçus sur la base de taux d'intérêt internationaux en vigueur à ce moment-là. La banque privée transfère ensuite ce montant à l'entreprise brésilienne concernée. Ainsi, la Banque du Brésil rembourse en fait à l'exportateur une partie des frais de financement effectivement engagés de sorte que les coûts financiers nets supportés par l'entreprise brésilienne correspondent aux frais financiers sur le marché international.

- **Veillez nous dire si la description ci-dessus du programme PROEX est exacte.**
- **Dans le cadre du règlement d'un différend soumis à l'OMC, il a été déterminé que le programme PROEX constituait une subvention à l'exportation au sens de l'article 3 de l'Accord SMC. Veuillez indiquer précisément les dispositions qui ont été révisées et la façon dont elles ont été modifiées pour mettre en œuvre la conclusion de l'OMC dans l'affaire concernant le mécanisme de financement des exportations du Brésil.**

Réponse

Le "Programa de Financiamento às Exportações" (PROEX) a été établi en 1991. Il est administré par la Banco do Brasil et comporte deux modalités de financement: un financement direct (le financement PROEX) et un mécanisme de péréquation au titre du PROEX, qui rembourse aux exportateurs une partie des frais d'intérêt. Le PROEX a été révisé en 2000 et en 2001, pour se conformer à une décision prise dans le cadre du règlement d'un différend soumis à l'OMC.

L'article premier de la Résolution CMN 2799, du 6 décembre 2000, dispose que les programmes de péréquation concernant les exportations d'aéronefs régionaux ne doivent pas donner lieu à des taux d'intérêt nets inférieurs au taux d'intérêt commercial de référence (TICR) publié chaque mois par l'OCDE correspondant à la monnaie et à la durée de la période de financement de la transaction.

En janvier 2001, le Canada a demandé l'autorisation d'appliquer les contre-mesures approuvées par l'Organe de règlement des différends (ORD) et a présenté un nouveau recours à l'ORD. Le Groupe spécial a conclu que le PROEX, en tant que tel, n'était pas incompatible avec l'Accord SMC, car il était légalement possible pour le Brésil d'administrer ce programme d'une manière telle qu'il: a) ne se traduirait pas par l'octroi d'un avantage aux constructeurs d'aéronefs régionaux et, partant, ne constituerait pas une subvention; ou b) ne se traduirait pas par l'octroi d'un avantage aux constructeurs d'aéronefs régionaux mais serait conforme aux dispositions relatives aux taux d'intérêt contenues dans l'Arrangement relatif à des lignes directrices pour les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public, auquel cas il ne constituerait pas une subvention à l'exportation prohibée.

7. En ce qui concerne le crédit d'impôt présumé au titre des taxes PIS et COFINS (Programme d'intégration sociale et Contribution au financement de la sécurité sociale) perçues sur les intrants utilisés dans la production de produits exportés, les États-Unis croient comprendre ce qui suit. En 1966, en vertu de la Loi n° 9363, le gouvernement brésilien a mis en place le programme de crédit d'impôt au titre des taxes PIS et COFINS, accordant un abattement des contributions PIS et COFINS perçues à l'achat de matières premières, de produits intermédiaires et de matériaux d'emballage utilisés dans la production de produits exportés. Ce crédit d'impôt "présumé" a été institué afin d'éviter l'effet en cascade des taxes perçues à chaque stade du processus de production. Une entreprise calcule mensuellement le crédit d'impôt auquel elle a droit pour les taxes PIS et COFINS, en utilisant une formule type définie dans la Loi n° 9363, puis elle déduit le montant du crédit de la taxe sur les produits industriels qu'elle doit acquitter. La seule limitation imposée aux entreprises est qu'une réduction ne peut être demandée que pour les intrants indiqués dans la loi régissant l'abattement des taxes PIS et COFINS. Les entreprises déclarent leurs achats d'intrants en partant du principe que toutes les marchandises achetées sont consommées également dans la production de produits exportés et de produits vendus sur le marché intérieur. Puisque les abattements sont calculés sur la base des recettes d'exportation d'une entreprise, c'est-à-dire que seuls les exportateurs peuvent en bénéficier, ce programme semble également être spécifique. En outre, le crédit accordé dans le cadre du programme pourrait être considéré comme excessif car il semble ne pas être lié à l'incidence fiscale réelle des taxes PIS et COFINS perçues sur les intrants consommés dans la production de marchandises exportées.

- Veuillez nous dire si la description ci-dessus du programme de crédit d'impôt au titre des taxes PIS et COFINS est exacte.
- Veuillez expliquer pourquoi ce programme n'a pas été notifié au titre de l'article 25 de l'Accord SMC. Si le programme est soumis à l'obligation de

notification, veuillez fournir tous les renseignements pertinents requis conformément à l'article 25.

- **Puisque les abattements prévus dans le cadre du programme sont subordonnés aux recettes d'exportation et semblent être excessifs, ce programme pourrait être considéré comme une subvention à l'exportation prohibée au sens de l'article 3 de l'Accord SMC. Veuillez expliquer pourquoi il ne serait pas considéré comme une subvention à l'exportation au sens de l'article 3 de l'Accord SMC.**

Réponse

La Loi n° 9363/96 prévoit un mécanisme d'abattement graduel des taxes PIS et COFINS, afin de réduire *en partie* leurs effets en cascade sur les exportations. L'abattement est effectué uniquement à deux stades de la chaîne de production, quelle que soit l'ampleur du processus de production.

En conséquence, contrairement à la pratique internationale, la Loi n° 9363/96 ne vise pas l'élimination complète des taxes PIS et COFINS sur l'intégralité de la chaîne de production.

Aux termes de la Loi n° 9363/96, l'abattement des taxes PIS et COFINS n'est pas calculé sur la base des recettes d'une entreprise, mais sur celle des impôts indirects sur les coûts de production (intrants, produits intermédiaires et matériaux d'emballage) tout au long du processus de production.

Pour cette raison, le mécanisme d'abattement ne constitue pas une subvention.

La Loi n° 10.637 de 2002 a déterminé que l'impôt présumé au titre de la taxe PIS ne s'applique pas aux entreprises qui calculent leur impôt sur leur revenu sur la base des bénéfices réels. Plus récemment, la Loi n° 10.883, du 29 décembre 2003, a étendu le même traitement à la taxe COFINS.

II. PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DES TECHNOLOGIES INDUSTRIELLES (PDTI) ET PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DES TECHNOLOGIES AGRICOLES ET DE LA ZOOTECHNIE (PDTA)

1. Veuillez indiquer les branches de production qui bénéficient d'une aide dans le cadre des programmes PDTI et PDTA ainsi que les autres conditions à remplir pour recevoir cette aide, hormis celles qui sont énoncées dans le présent document.

Réponse

Le Programme PDTI a été appliqué à une large gamme de branches de production, à savoir: automobiles/pièces détachées, aéronefs civils, pétrole, industrie pétrochimique, industries chimique et pharmaceutique, sidérurgie, industrie métallurgique, industrie alimentaire, électroménager, produits cosmétiques, engrais, industrie électronique, agriculture/élevage, papier.

Le Programme PDTA s'applique à une large gamme de variétés de légumes et d'espèces animales. En conséquence, il ne s'agit pas d'un programme spécifique.

La notification brésilienne a indiqué les critères auxquels doivent satisfaire les éventuels bénéficiaires, lesquels sont exposés en détail dans la Loi n° 8661, du 2 juin 1993 et dans le Décret n° 949, du 5 octobre 1993.

III. SURINTENDANCE POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'AMAZONIE (SUDAM) ET SURINTENDANCE POUR LE DÉVELOPPEMENT DU NORD-EST (SUDENE)

1. Veuillez indiquer les branches de production qui bénéficient d'une aide dans le cadre des programmes SUDAM et SUDENE ainsi que les autres conditions à remplir pour recevoir cette aide, hormis celles qui sont énoncées dans le présent document.

Réponse

"La Surintendance pour le développement de l'Amazonie" (SUDAM) a été créée par la Loi n° 5147, du 27 octobre 1996 et la "Surintendance pour le développement du Nord-Est" a été créée par la Loi n° 3692, du 15 novembre 1959.

L'objectif était de fournir une aide aux zones économiquement défavorisées de l'Amazonie et du Nord-Est, grâce à des abattements fiscaux.

Il a été mis fin à la SUDAM et à la SUDENE ainsi qu'aux programmes qu'elles administraient en vertu des Mesures provisoires n° 2156-5 et 2157-5 d'août 2001. Toutefois, les engagements contractuels pris avant la promulgation de ces mesures seront honorés et des décaissements seront effectués jusqu'en 2013.

Ces programmes étaient destinés aux entreprises industrielles et agricoles opérant en Amazonie et dans le Nord-Est. Aucun des programmes administrés par la SUDAM et la SUDENE ne prévoyait des subventions à l'exportation.

IV. FONDS D'INVESTISSEMENT DE L'AMAZONIE (FINAM) ET FONDS D'INVESTISSEMENT DU NORD-EST (FINOR)

1. Veuillez indiquer les branches de production qui bénéficient d'une aide dans le cadre des programmes FINAM et FINOR ainsi que les autres conditions à remplir pour recevoir cette aide, hormis celles qui sont énoncées dans le présent document.

2. Veuillez aussi préciser les critères qui sont appliqués pour déterminer si un projet présente un "intérêt pour la région".

Réponse

Bénéficient des programmes FINAM et FINOR les producteurs et les sociétés, qu'il s'agisse de particuliers, d'entités juridiques ou de coopératives de production, qui réalisent des activités productrices concernant l'agriculture/l'élevage, l'industrie minière, les autres branches industrielles ainsi que l'agro-industrie en Amazonie et Nord-Est.

Un projet "présente un intérêt pour la région" s'il favorise la croissance économique des régions où il est réalisé.

VI. PROGRAMMES SUPPRIMÉS

1. S'agissant du BEFIEX et du programme d'allégement de la taxe sur les produits industriels, veuillez donner des renseignements complets sur la suppression de ces programmes et citer les lois ou réglementations pertinentes.

Réponse

Le programme BEFIEX qui a été supprimé comportait une gamme d'incitations abrogées en vertu des dispositions juridiques ci-après:

Le Décret-loi n° 2433 du 19 mai 1988 a abrogé, à son article 32, le Décret-loi n° 1219, du 15 mai 1972, portant création du programme BEFIEX. Il a toutefois maintenu certaines des incitations fiscales du BEFIEX concernant l'impôt à l'importation et l'impôt sur les produits industriels. Ces incitations ont été abolies ultérieurement par la Mesure provisoire n° 280 du 14 décembre 1990 et par la Loi n° 8661 du 2 juin 1993. Comme indiqué précédemment, tous les contrats conclus dans le cadre du BEFIEX ont été résiliés le 31 décembre 2002.

2. En ce qui concerne le programme d'allégement de la taxe sur les produits industriels, veuillez confirmer qu'aucune entreprise sidérurgique n'a bénéficié d'un allégement fiscal au titre de ce programme depuis sa suppression en 1996. Veuillez également confirmer que les exonérations fiscales accordées en vertu de la Loi n° 2894 et de la Loi n° 7554/86 ont également été supprimées.

Réponse

Le programme d'allégement de la taxe sur les produits industriels applicable à la sidérurgie brésilienne a été en vigueur jusqu'au 31 décembre 1996, date à laquelle il a été abrogé et tous les contrats ont été résiliés.

VII. INCITATIONS OFFERTES AUX BRANCHES DE PRODUCTION STRATÉGIQUES

Nous avons appris que le gouvernement brésilien avait l'intention d'introduire des incitations et des subventions à l'exportation. Selon les informations disponibles, les nouvelles incitations s'adresseraient à des branches de production dans lesquelles la demande mondiale augmente de 10 pour cent par an ainsi qu'à des secteurs où la croissance est plus lente mais qui sont stratégiques pour le Brésil, comme ceux de l'acier et du soja. Veuillez décrire cette proposition/ce programme, et donner des renseignements sur son statut actuel, et veuillez expliquer pourquoi cette mesure ne serait pas considérée comme une subvention à l'exportation au sens de l'article 3 de l'Accord SMC.

Réponse

Les observations précitées concernent probablement la nouvelle politique industrielle à l'examen. Sous réserve de renseignements complémentaires qui seront communiqués en temps opportun, nous souhaitons indiquer que ces nouvelles politiques ne prévoient pas d'incitations à l'exportation et de subventions.
